



Procès-Verbal du Conseil Municipal

Séance du Jeudi 25 Janvier 2018

20h30 – Salle du Conseil Municipal



L'an deux mille dix-huit, le jeudi 25 Janvier à 20h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni à la Mairie de Marolles en Brie, salle du conseil municipal, en séance publique, pour délibérer sur les affaires inscrites à l'ordre du jour, sous la présidence de :

Madame Christine GUILLETTE, Maire de Marolles en Brie

Etaient présents MM les Conseillers Municipaux, lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement, en exécution de l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

PRÉSENTS : Mme Christine GUILLETTE, M. Jean-Claude DARCY, M. Frédéric WEISS, Mme Florence BERTHEAU, M. Frédéric DEVARREWAERE et M. Patrick MOIREAU et Mme Christine CASSUS.

ABSENTS : M. Patrick CHANUT

ONT DONNÉ POUVOIR : M. Bernard ANDRE à Mme Florence BERTHEAU

Nombre de Conseillers Municipaux

En exercice : 9

Présents : 7

Pouvoir : 1

Votants : 8

Date de convocation : le 18 Janvier 2018

Date d'affichage : le 18 Janvier 2018

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

Conformément à l'article L 2541-6 du Code général des collectivités territoriales, M. Frédéric WEISS a été élu pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

I - APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

✓ Approbation du procès-verbal de la séance du 7 Décembre 2017

Le procès-verbal de la séance du Jeudi 7 Décembre 2017, préalablement transmis aux Conseillers Municipaux est adopté sans observations, à l'unanimité.

II - DÉLIBÉRATIONS

1 – Délibération N°2018-01/01 : désignation des représentants appelés à siéger au sein de la CLECT (commission locale d'évaluation des charges transférées)

Mme le Maire,

Vu l'arrêté préfectoral 2017/DRCL/BCCCL n° 91 du 14 novembre 2017 portant création d'une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du Pays de Coulommiers et du Pays et constatant la composition de son conseil communautaire à compter du 1^{er} janvier 2018

Vu l'article 1609 noniès C du Code général des impôts ;

Vu la délibération du 11 janvier 2018 de la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie portant création et composition de la commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges CLECT ;

Considérant que le nombre de représentant par commune a été fixé à 1 titulaire et 1 suppléant

Considérant qu'en vertu de l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales, chaque conseil municipal doit procéder à la désignation de ses membres pour siéger au sein de la CLECT

Après examen et délibéré, le conseil municipal à l'unanimité, désigne pour siéger au sein de la CLECT :

Mme Christine Guillette, titulaire

M. Jean-Claude DARCY, suppléant

2 – Délibération N°2018-01/02 : approbation de la modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Coulommiers

Le Conseil Municipal,

Vu l'arrêté préfectoral 2017/DRCL/BCCCL n° 91 du 14 novembre 2017 portant création d'une communauté d'agglomération issue de la fusion des communautés de communes du Pays de Coulommiers et du Pays Fertois et constatant la composition de son conseil communautaire à compter du 1^{er} janvier 2018

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie n°2018-021 approuvant la modification des statuts de la communauté d'agglomération

Vu les statuts annexés à l'arrêté préfectoral et notamment l'article 5-2 comme suit :

« 5.2. Compétences optionnelles

- 5.2.1 Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie
- *Lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie*
- 5.2.2 Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire
- 5.2.3 Action sociale d'intérêt communautaire
- 5.2.4 Eau »

Considérant la nécessité de finaliser les études de gouvernance et les diagnostics de l'exercice de la compétence EAU sur l'ensemble des territoires,

Considérant la possibilité de modifier les statuts pour basculer la compétence Eau en compétence facultative,

PROPOSE de modifier les statuts à l'article 5.2 en supprimant la compétence EAU et en rajoutant aux compétences facultatives un article 5.3.16 EAU,

Sur l'ancien territoire de la CCPF (Basseville, Bussièrès, Chamigny, Changis-sur-Marne, Citry, La Ferté-sous-Jouarre, Jouarre, Luzancy, Méry-sur-Marne, Nanteuil-sur-Marne, Pierre-Levée, Reuil-en-Brie, Saâcy-sur-Marne, Sainte-Aulde, Saint-Jean-les-deux-Jumeaux, Sammeron, Sept-Sorts, Signy-Signets et Ussy-sur-Marne) : exercice de la compétence EAU

Après examen, délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Approuve la modification des statuts annexés.

3 – Délibération N°2018-01/03 : Annule et remplace la délibération N°2017-12/53 de la DETR 2018 : Mise en accessibilité des locaux communaux, phase 1

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité de procéder à la mise en accessibilité d'une partie des locaux communaux. Plusieurs devis ont été demandés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de procéder à la mise en accessibilité d'une partie des locaux communaux,

Après l'étude des différents devis, le conseil municipal choisit :

- 1/ pour la maçonnerie à la Mairie, l'entreprise BAUJARD à Choisy en Brie pour un montant de 3 330 € HT
- 2/ pour les escaliers intérieurs et le secrétariat de la mairie, l'entreprise ADEQUAT à Valence pour un montant de 975,07 € HT
- 3/ pour la pose de la boucle magnétique, l'entreprise DEACO à Nesmy pour un montant de 232,42 € HT
- 4/ pour la plateforme élévatrice automatique, l'entreprise France AUTONOMIE à Chelles pour un montant de 8 990,00 € HT

Approuve le projet d'investissement pour un montant prévisionnel global de 13 527,49 € HT, soit 14 929,43 € TTC

Sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la DETR 2018 à hauteur de 6 763,75 € soit 50 % du montant HT.

Arrête les modalités de financement : l'ETAT pour un montant de 6 763,75 € HT

Place ce projet au 1^{er} rang des priorités,

Approuve le projet d'investissement,

Autorise Madame le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

4 – Délibération N°2018-01/04 : FER : Réhabilitation de la salle des fêtes phase 2 : Peinture extérieure de ravalement, réfection du toit-terrasse et remplacement de la porte d'entrée du sas

Madame le Maire expose au conseil municipal que la demande de subvention dans le cadre du Fonds d'Équipement Rural a pour objet la Réhabilitation de la salle des fêtes phase 2 : Peinture extérieure de ravalement, réfection du toit-terrasse et remplacement de la porte d'entrée du SAS pour un montant de travaux estimé à 26 819,68 € H.T.

L'entreprise Feldis pour 6 766 € HT, l'entreprise Caron pour 16 870,68 € HT et l'entreprise Corcessin pour 3 183,00 € HT ont été retenues.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve les travaux.

Le Conseil Municipal s'engage:

- sur le programme définitif et l'estimation de cette opération,
- à réaliser le contrat dans un délai maximum de deux ans à compter de la date de signature de la convention.
- à assurer la prise en charge des dépenses de fonctionnement et d'entretien éventuelles de cette opération,
- à ne pas commencer les travaux avant l'approbation du Conseil départemental,
- à maintenir la destination des équipements financés pendant au moins dix ans,
- s'engage à inscrire cette action au budget de l'année 2018,
- autorise le Maire à signer tous les documents afférents à la demande de subvention,
- à ne pas dépasser 70 % de subventions publiques.

5 – Délibération N°2018-01/05 : Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2018

Madame le Maire soumet au Conseil Municipal le vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide à l'unanimité, de ne pas augmenter le taux des taxes et rappelle que celles-ci sont :

- Taxe d'habitation à 7,69 % (ancien taux 14,40 % soit 7,69% pour la commune et 6,71% pour le département)
- Taxe foncière (bâti) à 14,68 %
- Taxe foncière (non bâti) à 36,17 %

6 - Délibération N°2018-01/06 : Subventions pour les associations pour 2018

Mme Florence BERTHEAU, membre de l'association suivante, s'abstient. Le Conseil Municipal allouera pour l'année 2018 :

- A l'association Sports Loisirs Détente : 2 000 €

Le Conseil Municipal allouera pour l'année 2018

- A l'association Aide soins à domicile C77 : 700 €
- A l'association des Bleuets de France : 100 €
- A l'association des jeunes sapeurs-pompiers : 200 €
- Aux Jeunes chanteurs de Coulommiers : 200 €

Décision adoptée à la majorité.

7 – PLU : Présentation, Débat et validation sur les orientations du PADD

Madame le Maire rappelle que par délibération en date du 2 juillet 2015, le Conseil Municipal a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.).

Le contenu du P.A.D.D. est défini à l'article L 151-5 du code de l'urbanisme.

Le P.A.D.D. définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en état des continuités écologiques.

Le P.A.D.D. arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Dans une démarche à long terme, le P.A.D.D. s'est fondé sur la nécessité de :

- Satisfaire les besoins actuels sans obérer l'avenir
- Répondre aux besoins des populations sans discrimination
- Promouvoir une utilisation économe et équilibrée de l'espace
- Préserver l'environnement en veillant à conserver notre patrimoine, améliorer notre cadre de vie et préserver les conditions essentielles à la santé des êtres vivants

Le Maire déclare le débat ouvert sur les orientations du P.A.D.D. soumises comme bases de réflexion par la commission d'urbanisme.

Le conseil confirme le PADD, sauf la page 7, chapitre habitat « maison de ville en locatif ».

Conformément au code de l'urbanisme, le conseil a débattu des orientations générales du P.A.D.D. dont le projet est joint.

8 - Questions Diverses

- Enfouissement 2019 : Entrée du village et rue Courte Soupe
Les subventions sont en baisse : Basse tension 70% plafonnée à 200 000 €
 Eclairage public 50% plafonné à 35 000 €
 Télécom à la charge de la commune
- Entretien des fossés : Les conseillers font le tour du village pour voir
- Trous à Milhard à reboucher

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 22h30.



Fait et délibéré en séance, les, jour, mois et an susdits.